Perspectives chinoises

2014/2 | 2014
Espaces urbains contestés

Gi-Wook Shin and Daniel Sneider (éds.), *History Textbooks and the Wars in Asia*,

New York, Routledge, 2011, 312 p.

Yves Russell

Édition électronique
URL : http://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/6871
ISSN : 1996-4609

Éditeur
Centre d'étude français sur la Chine contemporaine

Édition imprimée
Date de publication : 15 juin 2014
Pagination : 85-87
ISBN : 1021-9013
ISSN : 1021-9013

Référence électronique
Yves Russell, « Gi-Wook Shin and Daniel Sneider (éds.), *History Textbooks and the Wars in Asia*, », *Perspectives chinoises* [En ligne], 2014/2 | 2014, mis en ligne le 01 janvier 2017, consulté le 20 avril 2019. URL : http://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/6871

Ce document a été généré automatiquement le 20 avril 2019.

© Tous droits réservés

Gi-Wook Shin and Daniel Sneider (éds.), *History Textbooks and the Wars in Asia*,

New York, Routledge, 2011, 312 p.

Yves Russell

1 Depuis la parution en 2011 de *History Textbooks and the Wars in Asia*, les conflits territoriaux et historiques entre Chine, Japon et Corée ne se sont pas atténués, bien au contraire. Les contentieux actuels (disputes de souveraineté autour des îles Diaoyu/Senkaku, visites au sanctuaire Yasukuni par des membres du gouvernement Abe, conflits liés aux manuels d'histoire, etc.) s'enracinent souvent dans la mémoire divisée d'un « passé qui ne passe pas », empêchant ainsi toute réconciliation durable et forte. Résultat de la première partie d'un projet de recherche[1] intitulé « Divided memories and Reconciliation » du Walter H. Shorenstein Asia-Pacific Research Center de l'Université Stanford, l'ouvrage dirigé par Daniel C. Sneider et Gi-Wook Shin a pour objectif de participer à la réconciliation historique dans la région, par une meilleure « compréhension de la façon dont la mémoire historique a évolué dans chaque pays et a été incorporée dans les discours dominants respectifs » (p. 8). Pour ce

faire, l'équipe du Shorenstein APARC a traduit et étudié des manuels d'histoire de lycée du Japon, de Corée du Sud, de Chine, de Taiwan et des États-Unis.

2 Cet ouvrage apporte deux contributions majeures à la littérature déjà existante concernant le problème des manuels d'histoires dans la région est-asiatique. La première est de présenter de façon parallèle plus de 70 pages d'extraits de manuels (partie deux de l'ouvrage). Les extraits publiés correspondent à huit thèmes controversés couvrant la période 1931-1951 : 1) le massacre de Nankin ; 2) les bombardements d'Hiroshima et Nagasaki ; 3) les origines de la guerre de Corée ; 4) l'attaque de Pearl Harbour ; 5) le travail forcé et les femmes de réconfort ; 6) l'incident de Manchourie ; 7) le développement économique sous domination japonaise ; et 8) le procès des crimes de guerre de Tokyo. Cette section est une source riche d'informations de première main pour qui s'intéresse au discours et au vocabulaire utilisés par les manuels nationaux (de trois à cinq versions ont été utilisées pour chaque pays) pour décrire un même événement. Le parti a été pris de sélectionner des manuels largement répandus et utilisés dans chaque pays, et non des éditions utilisées à la marge (comme les « Nouveaux manuels d'histoire » de Tsukuru-kai au Japon, qualifiés de révisionnistes), mais on regrettera le peu d'informations sur les éditions choisies. Pour un lecteur non averti, il faut attendre la contribution d'Alisa Jones (chapitre sept) pour connaître le contexte et l'évolution de la production des manuels d'histoire en Corée, à Taiwan et en Chine, sans cependant qu'un éclairage précis soit apporté sur les manuels analysés. De même, ce n'est qu'au chapitre huit que l'on comprend les huit thèmes sélectionnés : ils ont été identifiés comme controversés par le Comité nippo-sino-coréen sur les matériaux communs d'enseignement de l'histoire, chargé de la conception d'un manuel commun publié en 2005.

3 L'autre contribution importante de cette étude est l'inclusion de manuels américains ; Shin et Sneider considèrent en effet que la réconciliation est-asiatique passe par une implication plus importante des États-Unis, justifiée par « l'important rôle joué par les États-Unis dans les affaires de l'Asie de l'Est après 1941 et même avant » (Shin, p. 10). Si on peut se demander quelle pourrait être la nature de cette implication et si elle ne viendrait pas un peu tard, ouvrant la porte à de nouveaux contentieux et débats infinis, les deux auteurs estiment que le cas américain constituerait un exemple permettant au Japon de reconsidérer son histoire. Ils jugent que « le problème du Japon avec l'histoire est aussi un problème américain », citant G. John Ikenberry selon qui « Washington devrait encourager le Japon à suivre [une] voie allemande, liant la "normalisation" à des engagements redoublés pour la coopération en matière de sécurité régionale » (p. 12).

4 Cependant, les conclusions qui ressortent de l'ensemble de l'ouvrage semblent en partie contredire les espoirs des auteurs d'une réconciliation est-asiatique. La partie trois regroupe cinq analyses comparant la façon dont les différents manuels nationaux racontent certains épisodes de la période guerrière de 1931-1951. Les extraits bruts de la partie deux et les analyses qui suivent révèlent que la réconciliation repose sur peut-être trop d'acteurs aux intérêts contradictoires pour qu'elle soit envisageable à court ou moyen terme et sans une implication de tous. En effet, l'un des premiers obstacles à surmonter est l'incompatibilité des histoires nationales qui sont racontées dans les différents pays concernés. La mise en parallèle des manuels d'histoire japonais avec les manuels des pays voisins démontre clairement – et c'est un des grands mérites de l'ouvrage – que s'ils minimisent ou omettent certains aspects les plus critiqués de l'époque de la guerre (notamment en ce qui concerne la Corée), les manuels japonais ne font pas preuve de patriotisme, révisionnisme ou nationalisme, et ne tentent pas de

justifier la guerre, bien au contraire. Ils n'éludent pas non plus le massacre de Nankin ni les atrocités faites aux civils. Pour Peter Duus (chapitre 1), alors que les manuels américains racontent une histoire de la guerre s'apparentant à un « roman de construction nationale » (*national Bildungsroman*), et que les manuels chinois – de RPC comme de Taiwan – peignent un conte héroïque fait de « résistance » et de « libération », les manuels japonais se contentent de présenter les événements de façon chronologique, avec l'armée impériale pour personnage central. L'Histoire y serait racontée sans histoire (« *History without a story* ») et, « comparés aux manuels d'histoire américains et chinois, leur ton est sourd, neutre, et presque insipide » (p. 110).

5 L'excellente contribution d'Hiroshi Mitani apporte un éclairage franc et équilibré sur les raisons de cette « fadeur » des manuels d'histoire japonais. Les règlements qui encadrent la publication des manuels sont « le produit des controverses qui ont éclaté au Japon dans les années 1960 à 1990 », explique Mitani, historien et lui-même rédacteur de manuels, engagé dans le projet de manuel commun nippo-sino-coréen ; c'est pourquoi les manuels japonais aujourd'hui doivent être conçus et publiés en tenant compte des pays est-asiatiques voisins selon « le point de vue de la promotion de la coopération et de la compréhension internationale ». Abordant de façon détournée le conflit opposant l'archipel à ses voisins continentaux sur la question de la mémoire historique, Mitani relate le conflit ayant opposé les habitants d'Okinawa au ministère de l'Éducation en 2007 [2]. Ce conflit montra la difficulté de composer avec la mémoire des victimes, face à laquelle l'historien professionnel se trouve démuni : l'histoire académique, complexe, nuancée, ne peut satisfaire les victimes, qui veulent entendre les histoires de leurs propres mémoires.

6 C'est ce que disent de manière différente les contributions de Haruo Tomatsu et Li Weike, qui comparent point par point la façon de traiter les huit thèmes controversés par les manuels des différents pays[3] (chapitres 2 et 3), de Chung Jaejung sur le traitement de la Corée pendant l'occupation japonaise (chapitre 4), ou enfin celle de Hsin-Huang Michael Hsiao sur les mémoires du colonialisme japonais en Corée du sud et à Taiwan. Les manuels des pays se considérant comme « victimes » de l'impérialisme japonais se focalisent sur les épisodes traumatiques qui les concernent au premier chef, sans beaucoup de commisération pour leurs voisins. Les manuels coréens par exemple, mentionnent à peine l'incident de Manchourie, sans plus de détail l'attaque de Pearl Harbour, et omettent tout simplement le lancement des bombes atomiques sur les villes d'Hiroshima et Nagasaki. Les manuels publiés sous la férule du Parti communiste chinois partagent avec ceux de la péninsule une forte politisation des textes, une glorification de la nation et une diabolisation des ennemis, ainsi qu'une ignorance relative des souffrances des peuples voisins (Tohmatsu, chapitre 2, p. 132). Li Weike, lui-même rédacteur de manuels de lycée au Presses de l'éducation du peuple à Pékin, confirme sans le vouloir la conclusion d'Haruo Tohmatsu en assénant par exemple à propos du massacre de Nankin : « comme les manuels chinois le décrivent, les envahisseurs japonais entrèrent dans l'ancienne capitale civilisée telle une meute de bêtes féroces, et entreprirent immédiatement de soumettre les pacifiques citoyens de Nankin à six longues semaines de meurtre de masse frénétique » (chapitre 3, p. 143).

7 Le passage ci-dessus révèle également un deuxième obstacle important à la réconciliation régionale. Si les textes sont plus « passionnés » (et parfois au-dessous des standards académiques, regrettent certains auteurs) en Corée et en Chine, c'est que la construction de l'État-nation y est encore un objectif prioritaire. Les manuels d'histoire, rappelle Peter Duus, ont pour principale fonction de former des identités nationales, et c'est ce but qui

guide la rédaction des récits historiques. Pour cet historien du Japon, la difficulté d'écrire une histoire transnationale tient plus de la difficulté de trouver un accord sur le « récit » (*the story*) que de s'accorder sur les « faits ». Écrire une histoire commune en abandonnant une structure narrative nationale est dès lors « intellectuellement faisable », mais « politiquement irréalisable » (p. 103).

8 La quatrième et dernière partie de l'ouvrage montre toute la difficulté du projet d'établir une histoire transnationale. Soon-Won Park relate le parcours semé d'embûches du projet d'écriture de manuels d'histoire communs aux trois pays ou bilatéraux (chapitre huit). Le résultat de cette coopération, *A History that opens to the future* – un guide pédagogique plus qu'un manuel –, n'a pas permis d'en finir avec la « guerre par les mots » décrite par Daniel Sneider dans le chapitre suivant, mais a permis à une communauté intellectuelle de plus en plus élargie de prendre conscience de la nature et des raisons des perceptions historiques des pays voisins. C'est en tout cas ce que juge Sneider, directeur du projet *Divided memories and Reconciliation*, qui retrace de manière synthétique les différents conflits de la région liés aux manuels d'histoire (chapitre neuf). L'Europe offrant un exemple souvent cité de résolution réussie de ces conflits, puisque l'Allemagne a su – et dû – faire face à son passé avec succès, Daniel Chirot montre en quoi les situations géopolitiques du Japon et de l'Allemagne d'après-guerre sont radicalement différentes (chapitre dix). Alors que les États-Unis jouaient un rôle ambigu au Japon dans le contexte de la guerre froide, ils faisaient pression sur l'Allemagne de l'Ouest pour qu'elle accepte sa culpabilité et éduque les prochaines générations de façon à éviter de nouveaux sursauts nationalistes belliqueux. La puissance et la capacité de pression de voisins européens tels que l'Angleterre et la France, étaient également sans commune mesure avec celles de la Corée ou de la Chine en proie aux guerres civiles. Daniel Chirot reste cependant optimiste sur la capacité du Japon à faire face à son passé d'agresseur dans un avenir proche, notamment parce que le contexte sociétal (disparition de la génération ayant vécu la guerre), économique et géopolitique le permettra : « en particulier parce que la domination américaine sur [la région] Pacifique décline, le Japon, la Chine, et la Corée vont s'apercevoir qu'il est de leur intérêt d'avancer vers une plus grande réconciliation politique pour accompagner leur coopération économique » (p. 282). Cela ne semble guère être l'avis d'Alisa Jones (chapitre sept), qui retrace intelligemment les points clés des politiques en matière de production de manuels d'histoire en Chine, en Corée du Sud et à Taiwan. Dans ces pays, non seulement « le récit historique officiel [...] est conçu pour promouvoir l'identification nationale et légitimer le régime ou système politique actuel », mais les contextes nationaux voilent la compréhension des réalités des autres pays. L'idée dominante – et commode – en Chine et en Corée que les manuels japonais émanent d'un contrôle éditorial ferme du gouvernement, peut être « attribuable en partie à la stricte réglementation et à la relative homogénéité des manuels d'histoire à laquelle les Chinois, Sud-Coréens et Taïwanais sont habitués, et qui les conduit à projeter la notion d'une histoire nationale uniforme sur les manuels japonais. Peu importe le mécanisme, cette supposition permet aux idées fausses concernant le contenu narratif des manuels d'histoire japonais de perdurer, et d'attiser les flammes du sentiment antijaponais. Il n'est pas difficile de voir l'ironie dans les attaques chinoises et coréennes pour "révisionnisme historique" à l'encontre de manuels japonais bien plus divers, quand ils sont si occupés à réviser les leurs afin de légitimer leurs propres politiques et étouffer toute dissidence ». Et de s'interroger : « Si le pluralisme historique ne peut être toléré chez soi entre les différentes parties en conflit, quel espoir reste-t-il pour une réconciliation historique entre pays ? » (p. 225).

NOTES

1. Les résultats de cette étude ont fait l'objet de plusieurs articles dans des médias grand public, dont nippon.com, qui a l'avantage de présenter un dossier en plusieurs langues : www.nippon.com/fr/in-depth/a007/ (consulté le 25 mars 2014). Les deux autres volets du projet sont une étude sur le rôle du cinéma et de la culture populaire dans la formation de la mémoire de la guerre (University of Hawai'i Press, à paraître) et une étude sur l'opinion des élites intellectuelles, politiques et médiatiques japonaises, chinoises (RPC), sud-coréennes et américaines, sur les contentieux historiques (Stanford University Press, à paraître). Enfin, une comparaison sur les mémoires de la seconde guerre mondiale en Europe et en Asie vient d'être publiée en collaboration avec Daniel Chirot : Confronting Memories of World War II: European and Asian Legacies (University of Washington Press, 2014).

2. En 2007, le ministère de l'Éducation japonais demanda à ce que soit omise une partie de la description du suicide collectif de plus de 1 000 Okinawais au début de l'été 1945, notamment concernant l'implication possible de l'armée impériale dans cet acte. La demande du ministère suscita l'ire des habitants d'Okinawa, qui entendaient perpétuer la mémoire de leurs sacrifices vis-à-vis des autres Japonais.

3. Il est cependant intéressant et révélateur de noter que Li Weike est le seul à « oublier » les manuels de Taiwan dans sa comparaison.

AUTEUR

YVES RUSSELL

Yves Russell est doctorant en Histoire et Civilisations à l'EHESS, Paris (yvesrussell@gmail.com).